



14 July 2017

Index: EUR 44/6896/2017

Lettre ouverte concernant la détention des défenseurs des droits humains en Turquie

Nous sommes choqués et consternés par l'arrestation et le placement en détention de dix défenseurs des droits humains par le gouvernement turc. Ces personnes font désormais l'objet d'une enquête pour appartenance à une « organisation terroriste armée » en raison de leur travail pacifique en faveur des droits humains.

Ces arrestations sont une attaque contre six des plus importantes ONG de défense des droits humains du pays ; elles portent un coup fatal à une société civile turque assiégée de toutes parts et indiquent de manière inquiétante la direction que semble prendre la Turquie.

Les « dix d'Istanbul » sont Veli Acu, Özlem Dalkıran, İdil Eser, Nalan Erkem, Günal Kurşun, Şeymus Özbekli, Nejat Taştan, İlknur Üstün (de nationalité turque), Ali Gharavi (de nationalité suédoise) et Peter Steudtner (de nationalité allemande). L'arrestation d'İdil Eser, la directrice d'Amnesty International Turquie, fait suite à celle du président de l'organisation Taner Kılıç il y a un mois. C'est la première fois qu'un directeur et un président d'Amnesty International sont emprisonnés en même temps dans le même pays. Nous demandons aux autorités turques de tous les libérer immédiatement et sans condition.

Il y a un an, une violente tentative de coup d'état a coûté la vie à 249 personnes. Ceux qui ont été tués et blessés par les putschistes méritent le plus grand respect, et les responsables de ces violences doivent être traduits en justice.

Néanmoins, la répression qui a pris place au cours de l'année écoulée depuis la tentative manquée de coup d'état en Turquie a été massive et implacable : plus de 100 000 fonctionnaires ont été renvoyés, des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées arbitrairement, des centaines de journalistes ont été placés en détention et des centaines de médias et d'ONG ont été fermés.

Cela fait partie d'une tendance inquiétante qui grandit à travers le monde. En 2016, des personnes qui défendaient pacifiquement les droits humains ont été tuées dans au moins 22 pays, et arrêtées et placées en détention dans 68 pays. Ceux qui cherchent à supprimer les débats et à réduire au silence les voix critiques considèrent de plus en plus qu'ils sont en position de force.

La manière dont les dirigeants du monde entier réagissent maintenant est capitale. Bien que certains aient, de façon louable, exprimé leur préoccupation lors du sommet du G20, les interventions ponctuelles ne sont pas suffisantes. Il est temps pour les dirigeants du monde de réagir et de plaider avec des arguments solides, fermes et convaincants en faveur des droits

humains, de la dignité et de la justice, et de l'importance d'avoir une société civile forte et florissante pour garder ces valeurs, aussi bien en Turquie qu'à travers le monde.

Signataires,

Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International

Ricken Patel, président d'Avaaz

Ken Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale

Robin Hodess, directrice générale interne de Transparency International